



LA CORPORATE SUSTAINABILITY REPORTING DIRECTIVE (CSRD) : OÙ EN SOMMES-NOUS ?

Groupe de Travail Reporting RSE

A vos agendas !

- Le 14 février 2023 – 10h à 12h | La CSRD : où en sommes – nous?
- Le 04 avril 2023 – 14h30 à 17h | La Taxonomie Verte Européenne : comment mesurer son alignement ?
- Septembre 2023 | Présentation des indicateurs de la CSRD.
- Novembre 2023 | Quel reporting pour la gouvernance ?

Programme



10:15 – 10:45 | Présentation de la CSRD

Pauline de SAINT FRONT | Directrice, Cabinet de Saint Front

10:45 – 11:20 | Intervention de la Direction Générale du Trésor

Robin FOURNIER | *Deputy Head of Sustainable Finance, Corporate Law, Accounting Standards and Corporate Governance Unit, Direction générale du Trésor*

11:25 – 11:50 | Le modèle d'affaires : de la NFRD à la CSRD

Gérard SCHOUN | Directeur-Fondateur, Destination 26 000



LA CSRD : Panorama, attentes et exigences de la directive

Pauline de SAINT FRONT | *Directrice, Cabinet de Saint Front*

NOTRE RAISON D'ÊTRE



- Nous voulons participer à changer le monde.
 - Nous croyons que ceux qui mettent l'humain au centre, regardent le long terme, sont innovants, et agissent dès maintenant en faveur de la planète sont les acteurs de demain.
 - Nous réalisons cette mission de responsabilité sociétale en révélant et développant ces richesses.
- Notre ADN : Rire, Apprendre, Écouter, Éclairer, Agir.

**Nous sommes des semeurs
de responsabilité sociétale !**

*Nos rapports
de mission :*



2020-2021



2021-2022

QU'EST-CE QUE LA CSRD ?

- La Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD) vient modifier la directive sur le reporting extra financier de 2014 ;
- Elle introduit des exigences de déclaration plus détaillées en matière de durabilité telles que les facteurs environnementaux, les facteurs sociaux et les facteurs de gouvernance ;
- Le reporting devra être « vérifié » et publié dans une rubrique dédiée des rapports de gestion des entreprises pour une meilleure accessibilité ;
- Le groupe consultatif européen sur l'information financière (EFRAG) est chargé de préparer des normes européennes pour les rapports de durabilité.

QUI EST CONCERNÉ PAR CETTE NOUVELLE DIRECTIVE ?

Les entreprises qui dépassent à la date de clôture au moins 2 des 3 seuils suivants :

- CA net > 40 M€ ;
- Total bilan > 20 M€ ;
- >250 salariés

Les grandes entreprises générant un CA net supérieur à 150 M € dans l'UE et qui ont au moins une filiale ou succursale dans l'UE devront fournir un rapport de durabilité prenant en compte leurs impacts ESG.

Les sociétés cotées qui dépassent à la date de clôture au moins 2 des 3 seuils suivants :

- CA net > 700 K€ ;
- Total bilan > 350 K€ ;
- >10 salariés

A noter : Bien que les filiales des groupes soient toujours exemptées de publication, les sociétés mères devront néanmoins inclure dans les données consolidées des informations relatives à leurs filiales dès lors qu'il y aura des enjeux spécifiques

QUELLES SERONT VOS OBLIGATIONS EN TANT QU'ENTREPRISE ?

- Déclarer des indicateurs pertinents pour toutes les informations requises
- Rendre compte du processus établi pour identifier les informations incluses dans le rapport consolidé de gestion
- Publier les informations relatives aux horizons temporels : court, moyen et long terme
- Exposer des informations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) selon des critères et indicateurs spécifiés par la norme

À PARTIR DE QUAND CES RÈGLES S'APPLIQUERONT-ELLES ?

L'application de la CSRD se déroulera en trois étapes :

1^{er} JANVIER 2024
pour les entreprises déjà soumises à la directive sur le reporting extra-financier au niveau européen (reporting attendu pour 2025)

1^{er} JANVIER 2025
pour les autres sociétés soumises à la CSRD (hors PME cotées) (reporting attendu pour 2026)

1^{er} JANVIER 2026
pour les PME cotées (reporting attendu pour 2027)

Les normes de reporting seront publiées pour cette catégorie d'entreprises fin 2023.

La CSRD a été publiée le 16 décembre au journal officiel de l'Union Européenne et entrera donc en vigueur le 5 janvier 2023.
Elle devra être transposée en droit Français d'ici fin 2023 au plus tard.

ADOPTION DES ACTES DÉLÉGUÉS

La commission va adopter les actes délégués en précisant les informations suivantes :

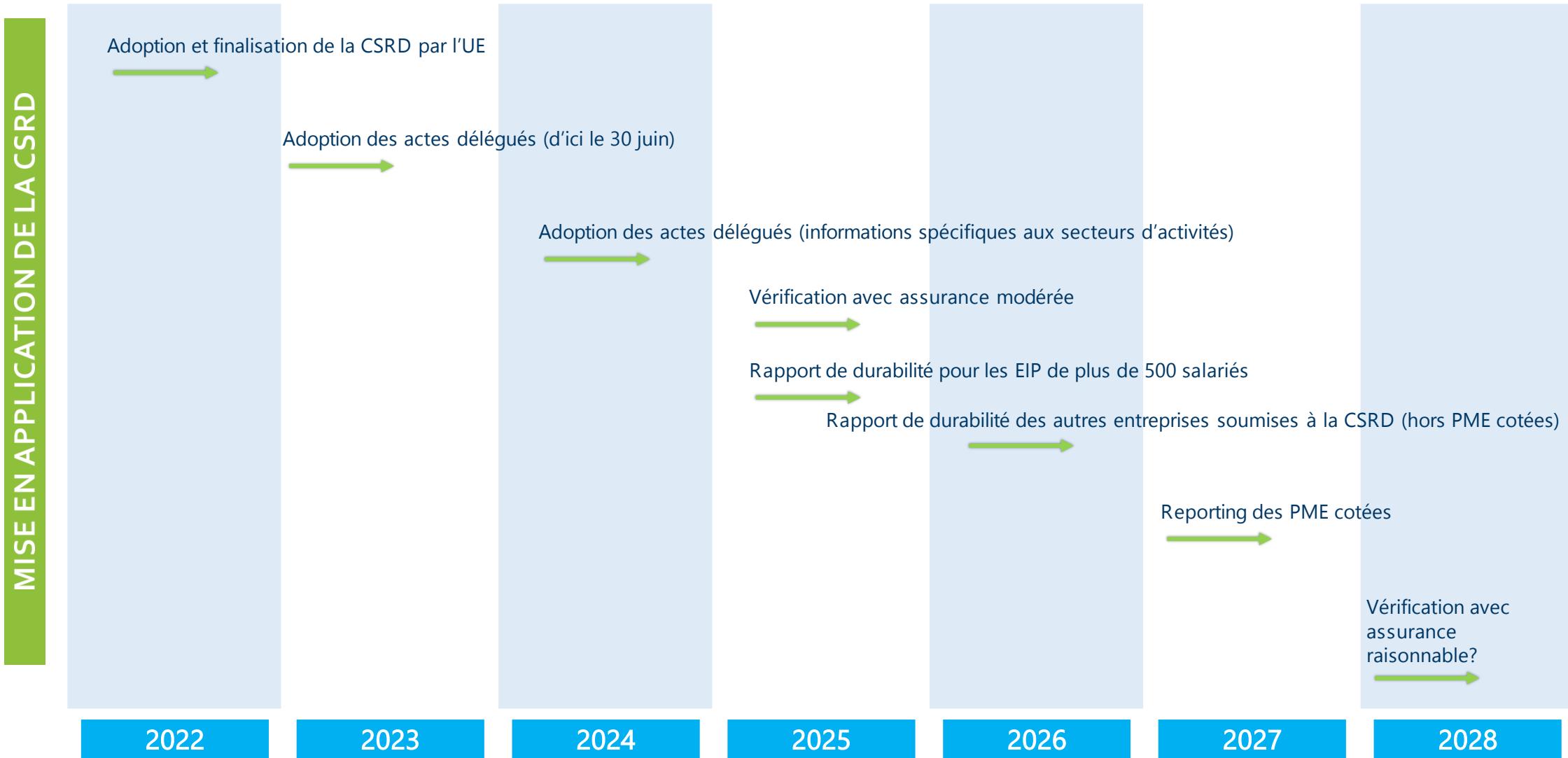
- **d'ici le 30 juin 2023** : les informations que les entreprises doivent déclarer et les informations correspondant aux besoins des acteurs des marchés financiers qui sont soumis aux obligations de divulgation du règlement UE (2019/2088)
- **d'ici le 30 juin 2024** : les informations complémentaires que les entreprises devront déclarer concernant les enjeux de développement durable et les informations que les entreprises devront déclarer en lien avec leurs secteurs d'activité

La commission portera une attention spécifique aux risques et impacts en matière de durabilité inhérents à chaque secteur d'activité.

Révision des actes délégués :

- A minima tous les **3 ans**, la commission fera une révision de tout acte délégué adopté en tenant compte de l'avis technique de l'EFRAG et réalisera si nécessaire des modifications.
- La commission consulte au moins **annuellement** le parlement européen et conjointement le groupe d'experts des Etats membres sur la finance durable et le comité de règlement comptable sur le travail de l'EFRAG en matière de durabilité et normes de déclaration.

LE CALENDRIER CSRD





QUE DEVRA CONTENIR LE REPORTING CSRD ? (1)

Les entreprises devront inclure une description complète de leur modèle d'affaires et leur stratégie en incluant :

- La résilience du modèle d'affaires de l'entreprise et sa stratégie en matière de durabilité ;
- Les opportunités identifiées pour l'entreprise en lien avec le développement durable ;
- La feuille de route de l'entreprise incluant : ses actions à mettre en place et ses plans de financements et investissements afin d'assurer que le modèle d'affaires et sa stratégie sont compatibles avec les accords de paris et la neutralité carbone à 2050 établie par l'UE ;
- Comment le modèle d'affaires et la stratégie incluent les intérêts des parties prenantes et les impacts de l'entreprise en matière de durabilité.

Description des objectifs de durabilité et de leurs horizons temporels ainsi qu'une description des progrès effectués par l'entreprise pour les atteindre

- Spécifier si les objectifs sont alignés avec des objectifs scientifiques
- Le cas échéant inclure des objectifs absolus de réduction des émissions de GES pour 2030 et 2050

Décrire le rôle de l'administration, et de l'organe de gestion

- Description de leurs expertises / compétences ou d'un accès à la formation afin d'acquérir les compétences requises



QUE DEVRA CONTENIR LE REPORTING CSRD ? (2)

Une description des politiques de l'entreprise en matière de durabilité

- Informer sur l'existence d'incitations pour les membres de l'administration et organes de gestion en lien avec les questions de durabilité

Une description du processus de diligence raisonnable mis en place par l'entreprise en lien avec la durabilité

le cas échéant en lien avec les exigences de l'UE

- Les principaux impacts négatifs réels ou potentiels liés à l'activité du groupe et sa chaîne de valeur
- Les actions menées pour identifier et suivre ces impacts
- Les autres impacts que l'entreprise mère doit identifier conformément aux autres exigences de l'UE dans le cadre du processus de diligence raisonnable
- Toute action entreprise par le groupe pour prévenir, atténuer, remédier ou cesser les impacts négatifs potentiels

Une description des principaux risques en lien avec les questions de durabilité ainsi que les principales dépendances du groupe en matière de durabilité

QUELLES SERONT LES INFORMATIONS À TRAITER ?

L'EFRAG a publié des working papers (ESRS : European Sustainability Reporting Standards) pour guider les actes délégués publiés d'ici juin pour présenter les informations et indicateurs obligatoires pour chaque **facteur de durabilité** attendu :

ENVIRONNEMENT	SOCIAL	GOUVERNANCE
<p>L'atténuation du changement climatique et les émissions scope 1, scope 2 et, le cas échéant celles du scope 3</p> <p>L'adaptation au changement climatique</p> <p>Les ressources aquatiques et marines</p> <p>Utilisation des ressources et économie circulaire</p> <p>La pollution</p> <p>La biodiversité et les écosystèmes</p>	<p>L'égalité des chances Egalité F/H Les salaires équitables à compétences égales La formation et le développement des compétences L'emploi des personnes en situation de handicap Mesures contre la violence et le harcèlement La diversité</p> <p>Les conditions de travail Les horaires de travail Les salaires Le dialogue social La liberté d'association L'existence de comité d'entreprises Les négociations collectives Le taux de travailleurs couverts par des conventions collectives Le droit d'information, de consultation et de participation des travailleurs Equilibre vie pro/vie perso La santé et sécurité</p> <p>Le respect des droits de l'Homme Libertés fondamentales Principes et normes démocratiques établis dans la charte internationale des droits de l'homme et principes fondamentaux de l'ONU</p>	<p>Les rôles des organes d'administration de gestion et organes de surveillances en matière de développement durable : composition, expertise et compétences pour remplir ce rôle ou l'accès à ces expertises/ compétences</p> <p>L'éthique des affaires et la culture d'entreprise incluant : la lutte contre la corruption et les pots-de-vin, la protection des lanceurs d'alerte et le bien-être animal</p> <p>Les engagements politiques de l'entreprise notamment ses activités de lobbying</p> <p>La gestion et la qualité des relations avec les clients, fournisseurs et la communauté affectée par les activités de l'entreprise y compris les pratiques de paiement</p> <p>Les principales caractéristiques du contrôle interne de l'entreprise et le système de gestion des risques en relation avec la durabilité et le processus de reporting</p>

VÉRIFICATION

- Un « auditeur ou un certificateur indépendant accrédité » s'assure que les informations de durabilité soient conformes aux normes adoptées par l'UE ;
- **Niveau d'assurance de vérification** des informations de durabilité en lien avec les European Sustainability Reporting Standards (ESRS) :

Assurance limitée
dans les 3 années après
la mise en place de la
CSRD : 2025 pour
l'exercice 2024



Questions - réponses

Intervention de la Direction Générale du Trésor

Robin FOURNIER | *Deputy Head of Sustainable Finance, Corporate Law, Accounting Standards and Corporate Governance Unit, Direction générale du Trésor*

Contexte

Comme toute directive, la CSRD n'a pas d'effet direct. Elle doit être « transposée » dans l'ordre juridique français, afin de créer des droits et obligations pour les entreprises.

La transposition sera effectuée par voie d'ordonnance d'ici fin 2023. Le Gouvernement a sollicité une habilitation à cet effet dans le projet de loi « DDADUE » (article 8).

Les adaptations concerneront principalement le Code de commerce. La déclaration de performance extra-financière (DPEF – article L. 225-102-1) sera remplacée par un « rapport de durabilité ».

La Direction générale du Trésor est chargée de la transposition, avec la Direction des affaires civiles et du Sceau et les autres administrations.

La transposition : un exercice technique

La CSRD laisse peu de marge de manœuvre aux Etats membres. Le droit français sera donc très proche du texte de la directive. C'est notamment le cas pour :

- Le champ des entreprises concernées
- Les normes d'information en matière de durabilité
- Les modalités de publication du rapport

Le Gouvernement n'entend pas prévoir des règles plus strictes que celles édictées par la directive : la CSRD ne sera pas « surtransposée ».

Les entreprises françaises doivent donc dès à présent prendre connaissance du contenu de la CSRD, afin de se préparer au mieux à sa mise en œuvre progressive.

Audit du rapport de durabilité

Comme pour la DPEF, le rapport de durabilité devra faire l'objet d'une mission d'assurance par un « auditeur » externe. Cet audit portera sur la conformité avec :

- Les normes d'information en matière de durabilité
- Les processus mis en œuvre par l'entreprise pour publier ces informations
- La publication d'informations sur la manière et la mesure dans laquelle les activités de l'entreprise sont durables (règlement taxonomie)
- Le balisage de l'information (format électronique)

Cet audit pourra être effectué par un commissaire aux comptes ou, sur option des Etats membres, par un organisme tiers indépendant(OTI).

Dans un premier temps : assurance « limitée ». Dans un second temps : après étude de faisabilité de la Commission européenne : assurance « raisonnable ».

Mise en cohérence des autres dispositifs

Le rapport de durabilité de la CSRD a un périmètre large. Il est donc nécessaire d'éviter les redondances avec les autres dispositifs prévus par le droit français (plus d'une dizaine).

- Exemples : éléments extra-financiers du rapport de gestion, rapport sur le gouvernement d'entreprise, plan de vigilance, plan anti-corruption, BEGES, etc.
- Le Gouvernement s'appuiera sur le rapport réalisé par le Haut comité juridique de la place financière de Paris (HCJP) de juillet 2022.

En parallèle, il est envisagé de simplifier le champ des différents dispositifs sur le plan juridique (formes de société, seuils et modalités de calcul des seuils).

Une procédure d'injonction commune pourra être créée, sur le modèle de la DPEF. Objectif : permettre aux juges de demander aux entreprises de se mettre en conformité.



Questions - réponses



Le modèle d'affaires : de la NFRD à la CSRD

Gérard SCHOUN | *Président-Fondateur, Destination 26 000*

Les points saillants de la Directive NFRD

Les sociétés concernées doivent publier chaque année une **déclaration sur la performance extra financière** comprenant :

- une **description de leur modèle d'affaires**;
- **Une analyse des risques significatifs** suscités par leur activité, y compris (si nécessaire et proportionné) les risques créés par **ses relations d'affaires, ses produits ou ses services**
- une **description des politiques** appliquées incluant, le cas échéant, les procédures de diligence raisonnable mises en œuvre pour prévenir, identifier et atténuer la survenance des risques
- **le résultat** de ces politiques incluant **des indicateurs clés de performance**

Quatre sujets sur le même plan : social / environnement / corruption / droits de l'homme

Le guide méthodologique de la Commission européenne sur la communication extra-financière apportent des précisions utiles

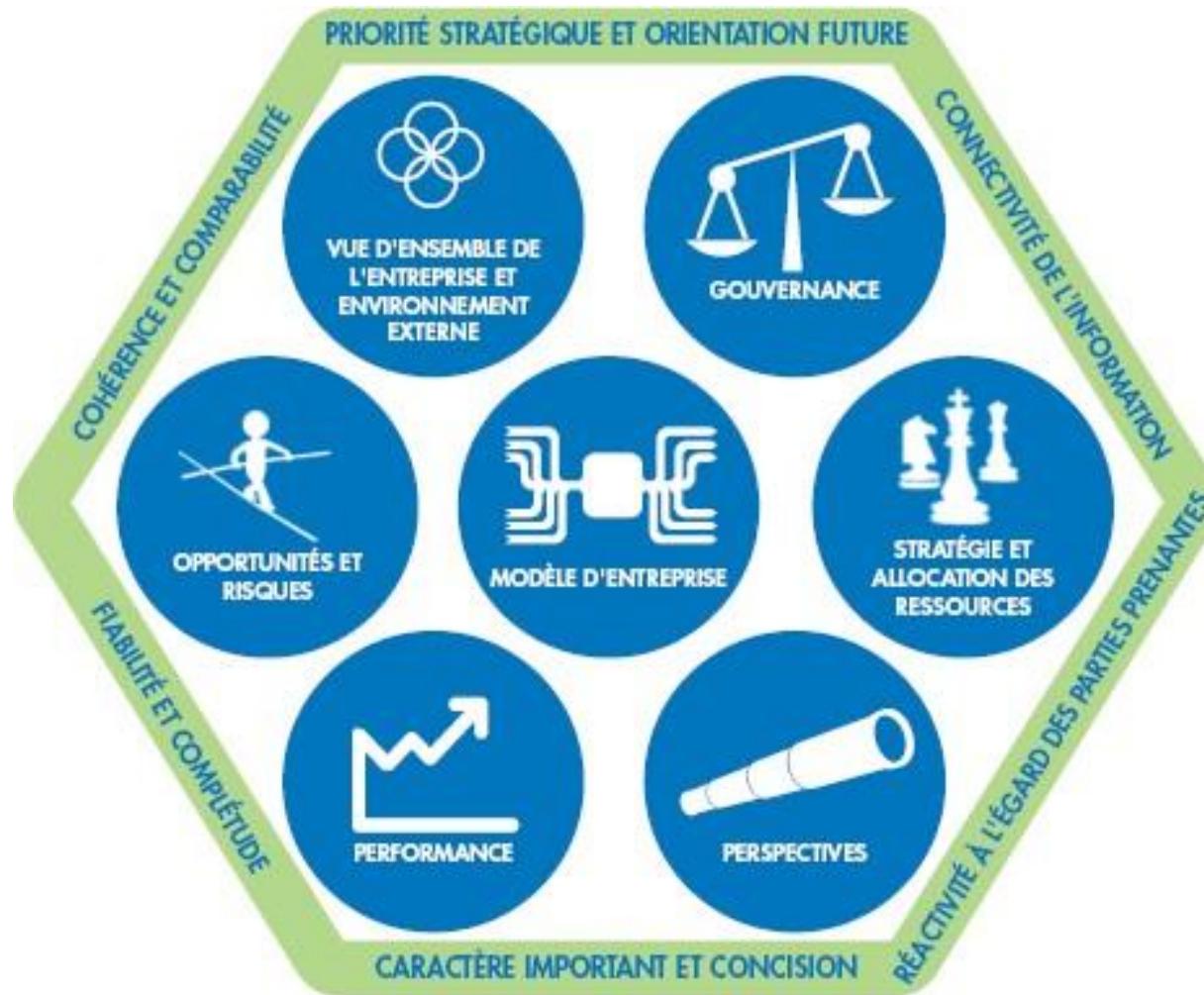
Nature des **informations** à publier :

- **Matérielles**
- **Sincères, équilibrées et compréhensibles**
- **Complètes mais concises**
- **Stratégiques et prospectives**
- **Orientées parties prenantes**
- **Consistantes et cohérentes**

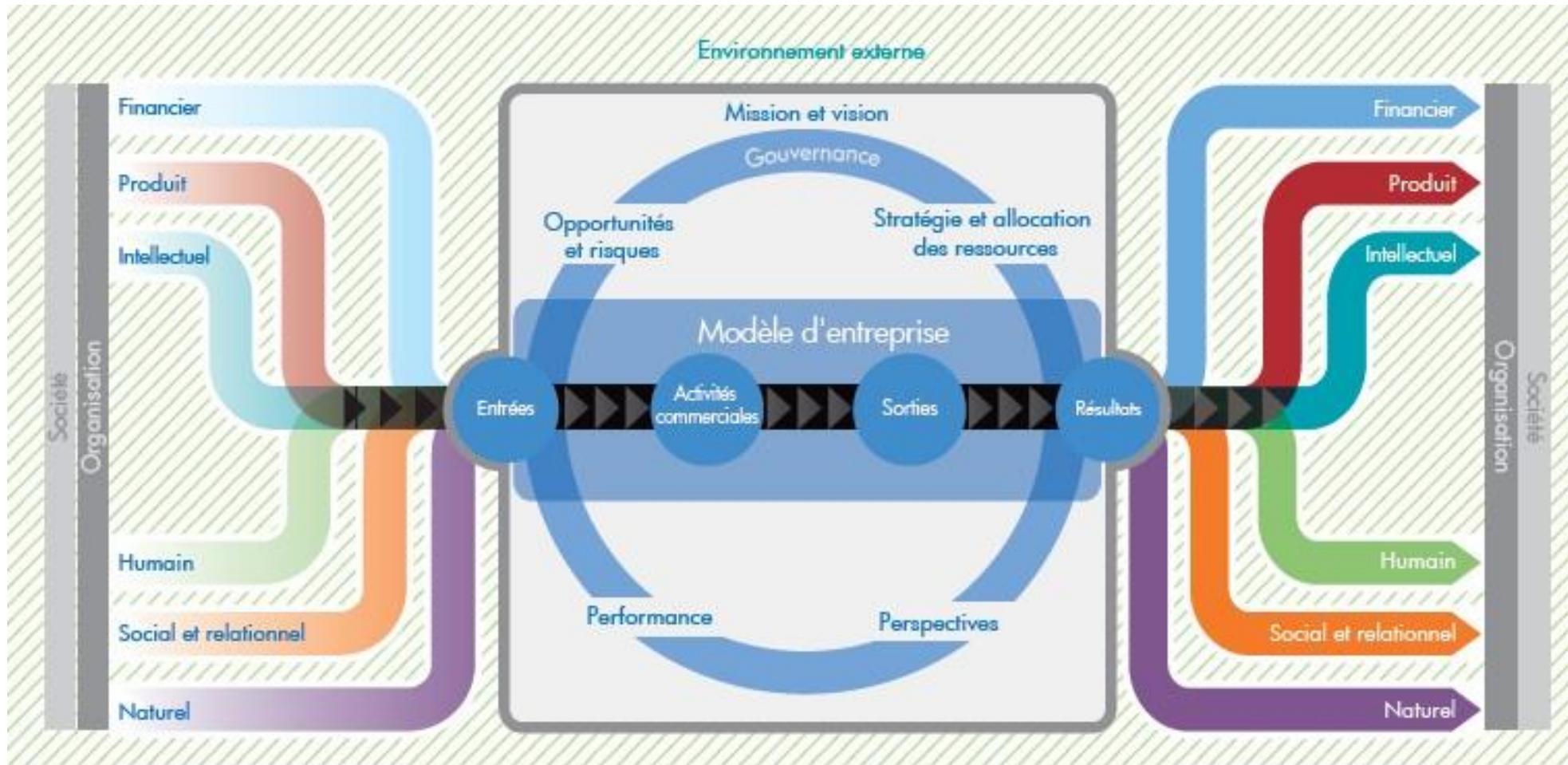
Facteurs à prendre en compte pour déterminer la **matérialité** :

- **Le modèle d'affaires, la stratégie et les principaux risques**
- **Les principaux enjeux sectoriels**
- **Les intérêts et attentes des parties prenantes légitimes**
- **Les impacts des activités**
- **Les politiques publiques et les exigences réglementaires**

Les recommandations de l'UE s'inspire fortement du référentiel IIRC



...qui met l'accent sur la création de valeur et les capitaux utilisés



Les critères de l'OTI pour le modèle d'affaires à inclure dans la DPEF

Extrait du guide X30-024 :

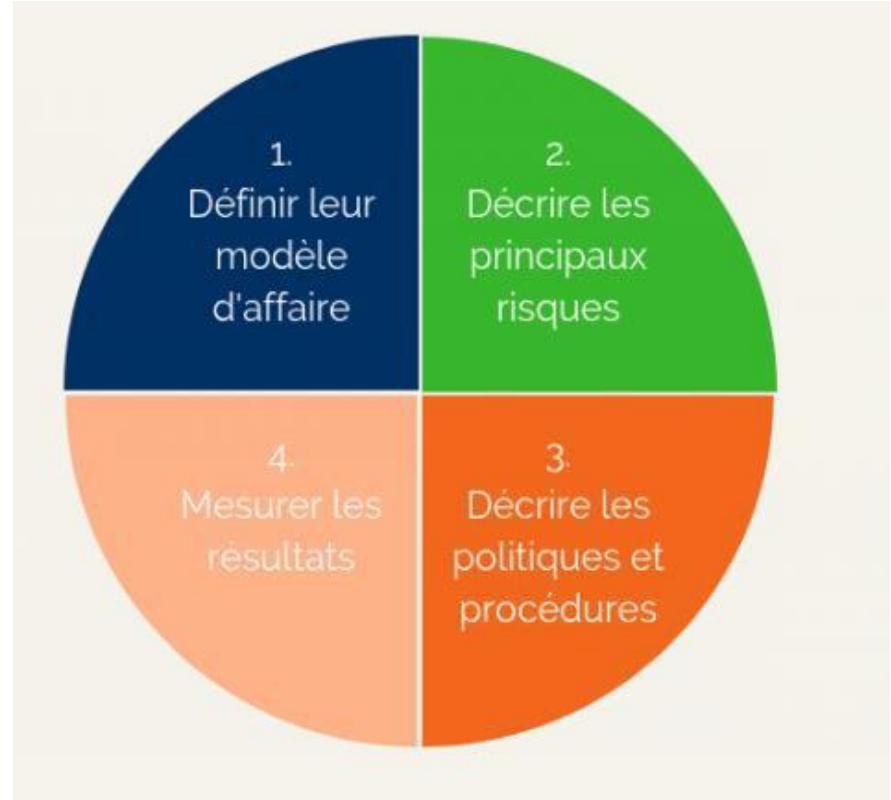
La conformité du modèle d'affaires s'apprécie notamment au regard des éléments suivants :

- La prise en compte de l'ensemble du périmètre ;
- La présentation des principales ressources (par exemple : matières premières, produits et services entrants, énergies, ressources humaines, ressources financières ...) ;
- La présentation des principales activités (par exemple : organisation, processus opérationnels, y compris externalisés ...) ;
- La présentation des principales réalisations (par exemple : marchés clients, produits, services, création de valeurs, partage de valeurs ...) ;
- La présentation d'éléments de stratégies et de perspectives (par exemple : grandes tendances externes, orientations futures, vision, valeurs et engagements, enjeux et objectifs ...)

Des commentaires sur tout ou partie de ces éléments peuvent, le cas échéant, être formulées dans le rapport de l'OTI sans pour autant remettre en cause la conformité globale de la déclaration de performance extra-financière.

La conjugaison de commentaires peut amener l'OTI à formuler une réserve, tout comme la conjugaison de réserves peut amener l'OTI à formuler la non-conformité.

NFRD versus CSRD : définition elliptique versus ESRS



Strategy, governance, impacts, risks, opportunities	Environment			Social		Governance		Classification	Sector-specific standards		Presentation	
	ESRS 1 General provisions	ESRS E1 Climate change	ESRS S1 Own workforce – general	ESRS G1 Governance, risk management and internal control	ESRS 2 Strategy and business model	ESRS E2 Pollution	ESRS S2 Own workforce – working conditions	ESRS G2 Products and services, management and quality of relationships with business partners	ESRS 3 Sustainability governance and organisation	ESRS E3 Water & marine resources	ESRS S3 Own workforce – equal opportunities	ESRS G3 Responsible business practices
ESRS 4 Sustainability material impacts, risks and opportunities	ESRS E4 Biodiversity & ecosystems	ESRS S4 Own workforce – other work-related rights										
ESRS 5 Definitions for policies, targets, action plans and resources	ESRS E5 Circular economy	ESRS S5 Workers in the value chain										
		ESRS S6 Affected communities										
		ESRS S7 Consumers/ End-users										

CONCEPTUAL GUIDELINES					
ESRG 1 Double materiality	ESRG 2 Characteristics of information quality	ESRG 3 Time horizons	ESRG 4 Boundaries and levels of reporting	ESRG 5 EU and international alignment	ESRG 6 Connectivity

Zoom sur l'ESRS 2 General disclosures

3. Strategy	10
Disclosure Requirement SBM-1 – Market position, strategy, business model(s) and value chain	10
Disclosure Requirement SBM-2 – Interests and views of stakeholders	12
Disclosure Requirement SBM-3 - Material impacts, risks and opportunities and their interaction with strategy and business model(s)	12
4. Impact, risk and opportunity management	14
4.1 Disclosures on the materiality assessment process	14
Disclosure Requirement IRO-1 - Description of the processes to identify and assess material impacts, risks and opportunities	14
Disclosure Requirement IRO-2 – Disclosure Requirements in ESRS covered by the undertaking's sustainability statements	15
4.2 Reporting on opportunities	15
4.3 Disclosure Content on policies and actions	16
Disclosure Content - Policies DC-P – Policies adopted to manage material sustainability matters	16
Disclosure Content - Actions DC-A – Actions and resources in relation to material sustainability matters	16
5. Metrics and targets	17
Disclosure Content - Metrics DC-M – Metrics in relation to material sustainability matters	17
Disclosure Content – Targets DC-T – Tracking effectiveness of policies and actions through targets	18

3. Strategy

35. The objective of this chapter is to set Disclosure Requirements for reporting on:
- (a) the elements of its strategy that relate to or affect sustainability matters, its business model(s) and its value chain;
 - (b) how the interests and views of its stakeholders are taken into account by the undertaking's strategy and business model(s); and
 - (c) the outcome of its assessment of material impacts, risks and opportunities, including how they inform its strategy and business model(s).

Points saillants de l'ESRS 2 General disclosures

Disclosure Requirement SBM-1 – Market position, strategy, business model(s) and value chain

36. The undertaking shall disclose its market position, the elements of its strategy that relate to or impact sustainability matters, its business model(s) and its value chain.
37. The objective of this Disclosure Requirement is to describe: the undertaking's market position; the elements of its general strategy that relate to or affect sustainability matters, the undertaking's business model(s) and key value chain, in order to provide an understanding of the undertaking's exposure to impacts, risks and opportunities and where they originate.
38. The undertaking shall disclose the following information about the undertaking's market position and the key elements of its general strategy that relate to or affect sustainability matters:
 - (a) a description of:
 - i. significant groups of products and/or services offered, including changes in the reporting period (new/removed products and/or services);
 - ii. significant markets and/or customer groups served, including changes in the reporting period (new/removed markets and/or customer groups);
 - iii. headcount of employees by geographical areas; and
 - iv. where applicable and material, products and services under bans in certain markets, including potential bans in relation to material public initiatives and considerations;
 - (b) a breakdown of total revenue, as included in its financial statements, by significant ESRS sectors. When the undertaking provides segment reporting as required by IFRS 8 *Operating segments* in its financial statements, this sector revenue information shall be, as far as possible, reconciled with IFRS 8 information;
 - (c) a list of the additional ESRS sectors beyond the ones reflected under paragraph 38(b), in which the undertaking develops significant activities, or in which it is or may be connected to material impacts. The identification of these additional ESRS sectors shall be consistent with the way these have been considered by the undertaking when performing its materiality assessment and with the way it discloses material sector-specific information;

Points saillants de l'ESRS 2 General disclosures

Disclosure Requirement SBM-1 – Market position, strategy, business model(s) and value chain

39. The undertaking shall disclose a description of its business model(s) and value chain, including:
 - (a) its inputs and its approach to gathering, developing and securing those inputs;
 - (b) its outputs and outcomes in terms of current and expected benefits for customers, investors and other stakeholders; and
 - (c) the main features of its upstream and downstream value chain and the undertaking's position in its value chain, including a description of the main business actors (such as key suppliers, customers distribution channels and end-users) and their relationship to the undertaking. When the undertaking has multiple value chains, the disclosure shall cover the key value chains.

Points saillants de l'ESRS 2 General disclosures

Disclosure Requirement SBM-2 – Interests and views of stakeholders

41. The undertaking shall disclose how the interests and views of its stakeholders are taken into account by the undertaking's strategy and business model(s).
42. The objective of this Disclosure Requirement is to provide an understanding of how stakeholders' interests and views inform the undertaking's strategy and business model(s).
43. The undertaking shall disclose a summarised description of:
 - (a) the undertaking's stakeholders, whether engagement with them occurs and for which categories of stakeholders, how it is organised, its purpose and how its outcome is taken into account by the undertaking;
 - (b) the undertaking's understanding of the interests and views of stakeholders as they relate to the undertaking's strategy and business model(s), to the extent that these were analysed during the undertaking's sustainability due diligence process(es) and/or materiality assessment process (see Disclosure Requirement IRO-1 of this [draft] Standard);
 - (c) where applicable, how the undertaking has amended or expects to amend its strategy and/or business model(s) to address the interests and views of its stakeholders, including any further steps that are being planned and in what timeline and whether these steps are likely to modify the relationship with and views of stakeholders; and
 - (d) whether and how the administrative, management and supervisory bodies are informed about the views and interests of affected stakeholders with regard to the undertaking's sustainability-related impacts.

Points saillants de l'ESRS 2 General disclosures

Disclosure Requirement SBM-3 - Material impacts, risks and opportunities and their interaction with strategy and business model(s)

44. The undertaking shall disclose its material impacts, risks and opportunities and how they interact with its strategy and business model(s).
45. The objective of this Disclosure Requirement is to provide an understanding of the material impacts, risks and opportunities as they result from the undertaking's materiality assessment and how they originate from and trigger adaptation of the undertaking's strategy and business model(s).
46. The undertaking shall disclose the material impacts, risks and opportunities resulting from its materiality assessment (see Disclosure Requirement IRO-1 of this [draft] Standard), together with a brief description. The disclosure shall include the following:
 - (a) how the material negative or positive impacts affect (or are expected to affect) people or the environment, the reasonably expected time horizons for those effects, whether the undertaking is involved with the material impacts through its activities or because of its business relationships (describing the nature of the activities or business relationships concerned and where in its value chain material impacts are concentrated), and whether and how the impacts originate from or are connected to the undertaking's strategy and business model(s);
 - (b) how the material risks and opportunities relate to the undertaking, specifying which risks and opportunities the undertaking reasonably expects could have financial effects, including affecting its business model(s) and strategy, and the reasonably expected time horizons for those effects;
 - (c) the effects of material impacts, risks and opportunities on its strategy and decision-making, including how the undertaking is responding to these effects. In this context, the undertaking shall disclose any changes the undertaking has made, or plans to make, to its strategy or business model(s) as part of its actions to address particular material impacts or risks, or to pursue particular material opportunities;

Points saillants de l'ESRS 2 General disclosures

Disclosure Requirement SBM-3 - Material impacts, risks and opportunities and their interaction with strategy and business model(s)

- (d) the financial effects of material risks and opportunities, specifically:
- i. the current and anticipated effects of material risks and opportunities on its business model and value chain;
 - ii. a description of where in its value chain material risks and opportunities are concentrated;
 - iii. how material risks and opportunities have affected the undertaking's most recently reported financial performance, financial position and cash flows. This includes information for which there is a material risk that there will be a material adjustment to the carrying amount of assets and liabilities reported in the financial statements within the next financial year;
 - iv. how the undertaking expects its cash flows, financial performance, and financial position to change over time under the effects of material risks and opportunities, including, where appropriate, how risks and opportunities are included in the undertaking's financial planning, reflecting:
 1. its current and committed investment plans and their anticipated effects on its financial position (for example, capital expenditure, major acquisitions and divestments, joint ventures, business transformation, innovation, new business areas and asset retirements); and
 2. its planned sources of funding to implement its strategy;
- (e) information about the resilience of the undertaking's strategy and business model(s) regarding its capacity to address its material impacts and risks and to take advantage of its material opportunities. The undertaking shall disclose a qualitative and, when applicable, a quantitative analysis of the resilience, including how the analysis was conducted and the time horizons that were applied as defined in [draft] ESRS 1 (see [draft] ESRS 1 chapter 6 *Time horizons*). When providing quantitative information, the undertaking may disclose single amounts or ranges;

4. Impact, risk and opportunity management

4.1 Disclosures on the materiality assessment process

48. The objective of this section is to set Disclosure Requirements to be applied when reporting on:
- (a) the processes to identify material impacts, risks and opportunities; and
 - (b) the information that, as a result of its materiality assessment, the undertaking has included in the sustainability reporting.

Points saillants de l'ESRS 2 General disclosures

Disclosure Requirement IRO-1 - Description of the processes to identify and assess material impacts, risks and opportunities

49. The undertaking shall disclose its processes to identify its impacts, risks and opportunities and to assess which ones are material.
50. The objective of this Disclosure Requirement is to provide an understanding of the process(es) through which the undertaking identifies impacts, risks and opportunities and assesses their materiality, as the basis for determining the disclosures in its sustainability reporting (see [draft] ESRS 1 Appendix B: *Application Requirements* for more guidance).
51. The undertaking shall disclose the following information:
 - (a) a description of the methodologies and assumptions applied in the described processes;
 - (b) an overview of the process(es) to identify, assess and prioritise the undertaking's potential and actual impacts on people and the environment, informed by the undertaking's sustainability due diligence process(es), including explanation of whether and how the process(es):
 - i. focus(es) on specific areas due to heightened risk of adverse impacts;
 - ii. review(s) the impacts with which the undertaking is involved through its own-activities or as a result of its business relationships;
 - iii. include(s) consultation with affected stakeholders to understand how they may be impacted and with external experts;
 - iv. prioritise(s) negative impacts based on their relative severity and likelihood, (see [draft] ESRS 1 section 3.4 *Impact materiality*) and – if applicable – positive impacts on their relative scale, scope and likelihood, (see [draft] ESRS 1 section 3.4); and
 - (c) an overview of the process(es) used to identify, assess and prioritise sustainability-related risks and opportunities that have or may have financial effects. The disclosure shall also include:
 - i. how the undertaking assesses the likelihood and effects associated with them (such as the qualitative factors, quantitative thresholds and other criteria used);
 - ii. how the undertaking prioritises sustainability-related risks relative to other types of risks, including its use of risk-assessment tools;
 - (d) an explanation of how the undertaking has determined the material information related to its material impacts, risks and opportunities, including the use of thresholds and/or how it has implemented the criteria in [draft] ESRS 1 section 3.2 *Material matters and materiality of information*. The disclosure shall also include the input parameters it uses (for example, data sources, the scope of operations covered and the detail used in assumptions).

Points saillants de l'ESRS 2 General disclosures

52. The undertaking shall disclose:
- (a) a description of the organisation and process of decision-making and the related internal control procedures;
 - (b) the extent to which and how the process(es) to identify, assess and manage:
 - i. impacts and risks is/are integrated into the undertaking's overall risk management process and used to evaluate the undertaking's overall risk profile and risk management processes;
 - ii. opportunities is/are integrated into the undertaking's overall management process (where applicable); and
 - (c) whether the process(es) has/have changed compared to the prior reporting period, when the process(es) was/were modified for the last time and future revision dates of the materiality assessment.

Points saillants de l'ESRS 2 General disclosures

Disclosure Requirement IRO-2 – Disclosure Requirements in ESRS covered by the undertaking's sustainability statements

4.2 Reporting on opportunities

57. When reporting on opportunities, the disclosure should consist of descriptive information allowing the reader to understand the opportunity for the undertaking or the entire sector. When reporting on opportunities, the undertaking shall consider the materiality of the information to be disclosed. In this context, it shall consider, among other factors:

- (a) whether the opportunity is currently being pursued and is incorporated in its general strategy, as opposed to a general opportunity for the undertaking or the sector; and
- (b) whether the inclusion of quantitative measures of financial effects is appropriate, taking into account the number of assumptions that it could require and consequential uncertainty.

Points saillants de l'ESRS 2 General disclosures

Disclosure Requirement IRO-2 – Disclosure Requirements in ESRS covered by the undertaking's sustainability statements

Disclosure Content - Policies DC-P – Policies adopted to manage material sustainability matters

61. The undertaking shall apply the requirements for the content of disclosures in this provision when it discloses the policies it has in place with regard to each sustainability matter identified as material.
62. The objective of this Disclosure Content is to provide an understanding of the policies that the undertaking has in place to address the identification, assessment, management and/or remediation of material sustainability matters.
63. The undertaking shall disclose a policy adopted to manage a material sustainability matter. The disclosure shall include the following information:
 - (a) a description of the key contents of the policy, including its general objectives and which material impacts, risks or opportunities the policy is relating to;
 - (b) a description of the scope of the policy in terms of activities, value chain, geographies and if relevant, affected stakeholder groups;
 - (c) the most senior level in the undertaking's organisation that is accountable for the implementation of the policy;
 - (d) a reference, if relevant, to the third-party standards or initiatives the undertaking commits to respect through the implementation of the policy;
 - (e) if relevant, a description of the consideration given to the interests of key stakeholders in setting the policy; and
 - (f) if relevant, whether and how the undertaking makes the policy available to potentially affected stakeholders, and stakeholders who need to help implement it.

Points saillants de l'ESRS 2 General disclosures

5. Metrics and targets

Points saillants de l'ESRS 2 General disclosures

5. Metrics and targets

Disclosure Content - Metrics DC-M – Metrics in relation to material sustainability matters

71. The undertaking shall apply the requirements for the content of disclosures in this provision when it discloses on the metrics it has in place with regard to each material sustainability matter.

72. The objective of this Disclosure Content is to provide an understanding of the metrics the undertaking uses to track the effectiveness of its actions to manage material sustainability matters.

73. The undertaking shall disclose any metrics that it uses to evaluate performance and effectiveness, in relation to a material impact, risk or opportunity.

74. Metrics shall include those defined in [draft] topical ESRS, as well as metrics identified on an entity-specific basis, whether taken from other sources or developed by the undertaking itself.

75. For each metric, the undertaking shall:
 - (a) disclose whether the measurement of a metric is validated by an external body other than the assurance provider and, if so, which body;
 - (b) label metrics using meaningful, clear and precise names and descriptions;
 - (c) when currency is specified as the unit of measure, use the presentation currency of its financial statements.

Points saillants de l'ESRS 2 General disclosures

5. Metrics and targets

Disclosure Content – Targets DC-T – Tracking effectiveness of policies and actions through targets

76. The undertaking shall apply the requirements for the content of disclosures in this provision when it discloses information about the targets it has in place with regard to each material sustainability matter.
77. The objective of this Disclosure Content is to provide an understanding of:
 - (a) whether and how the undertaking tracks the effectiveness of its actions to address material impacts, risks and opportunities, including the metrics it uses to do so;
 - (b) measurable time-bound outcome-oriented targets set by the undertaking to meet the policy's objectives, defined in terms of expected results for people, the environment or the undertaking regarding material impacts, risks and opportunities;
 - (c) the overall progress towards the adopted targets over time;
 - (d) if and how the undertaking tracks the effectiveness of its actions to address material impacts, risks and opportunities and measures the progress in achieving its policy objectives, if no measurable outcome-oriented targets exist; and
 - (e) whether and how stakeholders have been involved in target setting for each material sustainability matter.

Points saillants de l'ESRS 2 General disclosures

5. Metrics and targets

Disclosure Content – Targets DC-T – Tracking effectiveness of policies and actions through targets

policy goals and how the targets consider the wider context of sustainable development and/or local situation in which impacts take place;

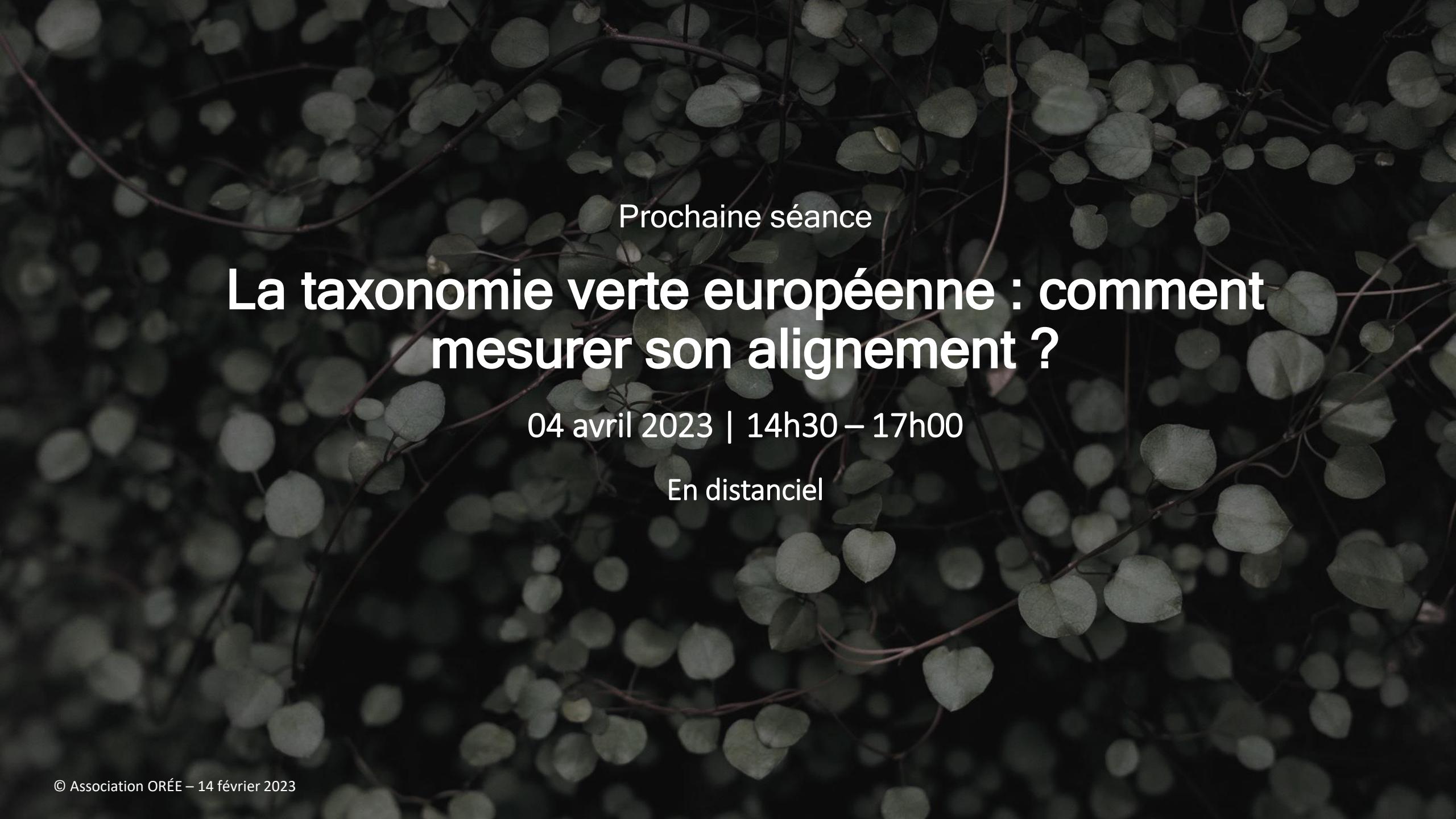
- (g) whether the undertaking's targets related to environmental matters are based on conclusive scientific evidence;
- (h) whether and how stakeholders have been involved in target setting for each material sustainability matter;
- (i) any changes in targets and corresponding metrics or underlying measurement methodologies, significant assumptions, limitations, sources and processes to collect data adopted within the defined time horizon. This includes an explanation of the rationale for those changes and their effect on comparability (see Disclosure Requirement BP-2 Disclosures in relation to specific circumstances of this [draft] Standard); and
- (j) the performance or overall progress against its disclosed targets, including information on how the target is monitored and reviewed, whether the progress is in line with what had been initially planned, and an analysis of trends or significant changes in the performance of the undertaking towards achieving the target.

79. If the undertaking has not adopted any measurable outcome-oriented target, it shall describe:

- (a) whether such targets will be adopted and the timeframe for their adoption, or the reasons why the undertaking does not plan to adopt such targets;
- (b) whether it tracks the effectiveness of its policies and actions in relation to the material sustainability-related impact, risk and opportunity, and if so:
 - i. any processes through which it does so;
 - ii. the defined level of ambition to be achieved and any qualitative or quantitative indicators it uses to evaluate progress, including the base period from which progress is measured.



Questions - réponses

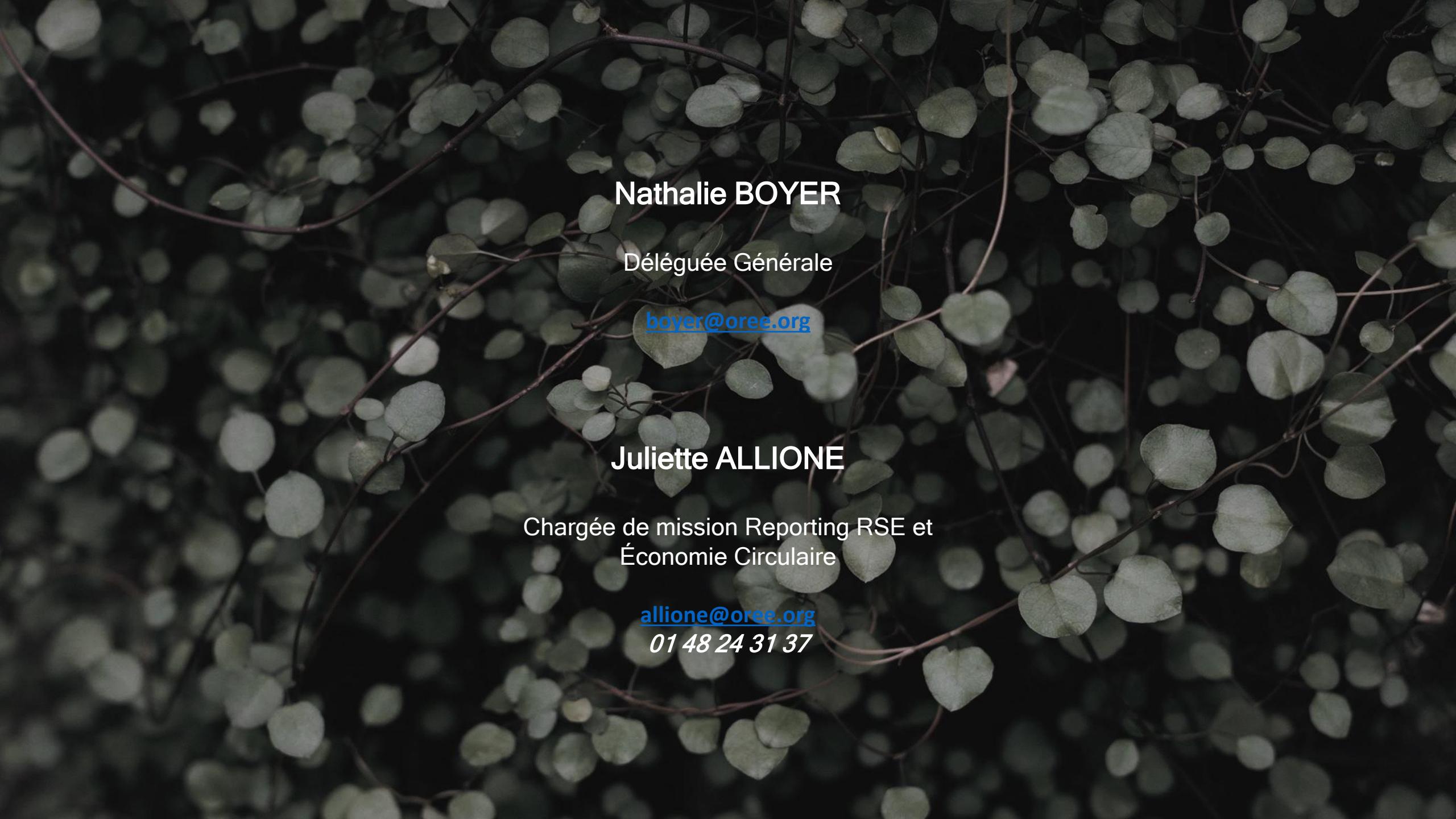


Prochaine séance

La taxonomie verte européenne : comment mesurer son alignement ?

04 avril 2023 | 14h30 – 17h00

En distanciel



Nathalie BOYER

Déléguée Générale

boyer@oree.org

Juliette ALLIONE

Chargée de mission Reporting RSE et
Économie Circulaire

allione@oree.org

01 48 24 31 37



oree